

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

B.P.: 3243, Addis Abéba, Éthiopie, Tel.:(251-11) 551 38 22 Télécopie: (251-11) 551 93 21
Adresse Courriel: situationroom@africa-union.org

11^{ÈME} RÉUNION DU GROUPE DES SAGES DE L'UNION AFRICAINE
ZANZIBAR, RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE
6 ET 7 DÉCEMBRE, 2011

POW/PR/COMM(XI)

COMMUNIQUÉ



COMMUNIQUÉ

Le Groupe des Sages de l'Union africaine (UA), qui est l'un des piliers de l'Architecture continentale de paix et de sécurité, tel que prévu par le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité (CPS), a tenu sa 11^{ème} réunion à Zanzibar, en République unie de Tanzanie, les 6 et 7 décembre 2011. La réunion était présidée par le Dr Salim Ahmed Salim, ancien Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), représentant le Président du Groupe des Sages, M. Ahmed Ben Bella, empêché. L'Ambassadeur Ramtane Lamamra, Commissaire de l'UA à la Paix et à la Sécurité, a prononcé une allocution lors de la cérémonie d'ouverture. Ont également participé à la réunion des représentants de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Le Groupe a examiné l'état de la paix et de la sécurité en Afrique sur la base de la communication faite par le Commissaire. Il a également suivi une communication de l'ancien Président Pierre Buyoya sur les efforts du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'UA sur le Soudan sur les négociations en cours sur les arrangements post-sécession, la situation au Soudan et d'autres aspects du mandat du Groupe de haut niveau.

Le Groupe a examiné la situation en République démocratique du Congo (RDC), en particulier les élections présidentielles et législatives du 28 novembre 2011, et ce à la lumière des deux visites qu'il a effectuées en RDC en octobre et en novembre 2011. Après avoir rappelé le communiqué conjoint sur la conduite des élections publié par les équipes d'observation de l'UA, du Marché commun pour l'Afrique australe et orientale (COMESA), de la CEEAC, de la SADC et du Secrétariat de la Conférence internationale de la Région des Grands Lacs, le Groupe a instamment demandé à tous les acteurs congolais de faire preuve de la plus grande retenue et d'un sens élevé des responsabilités en cette période particulièrement délicate. Il a exhorté la Commission électorale et toutes les autres parties prenantes à agir de manière à renforcer la confiance dans le processus électoral et la consolidation du processus démocratique. Il a souligné l'obligation qui pèse sur toutes les parties qui pourraient contester les résultats de l'élection à le faire exclusivement à travers les mécanismes et processus prévus à cette fin. Le Groupe a demandé au CPS et au Président de la Commission de continuer de suivre de près la situation et de prendre toutes les initiatives nécessaires pour aider les Congolais à se rassembler au lendemain des élections.



Le Groupe s'est félicité des progrès réalisés sur le terrain par la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM) et les forces du Gouvernement fédéral de transition (TFG). Il a rendu hommage aux pays contributeurs de troupes pour leur engagement indéfectible en faveur de la cause de la paix en Somalie et pour les sacrifices consentis. La réunion a félicité l'IGAD et ses États membres, ainsi que la Commission, pour les efforts déployés pour renforcer l'AMISOM, y compris à travers l'intégration, au sein de l'AMISOM, des troupes kényanes opérant actuellement, conjointement avec les forces du TFG, au Centre et au Sud de la Somalie.

Le Groupe s'est également félicité de la conclusion de l'Accord de Kampala de juin 2011, ainsi que de l'adoption à Mogadiscio de la Feuille de route politique, au début du mois de septembre 2011. Le Groupe a souligné la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du processus politique, et a exhorté les parties prenantes somaliennes à honorer pleinement les engagements pris, avec la diligence requise, afin de parachever les tâches pendantes de la transition d'ici août 2012. Le Groupe a demandé à la Commission de l'UA et à l'IGAD de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter la mise en œuvre des accords conclus entre les parties prenantes somaliennes.

Le Groupe a réitéré la responsabilité de la communauté internationale dans son ensemble envers le peuple de la Somalie, notant que, malheureusement, la situation dans ce pays figure au bas des priorités de l'agenda international. En conséquence, le Groupe a appelé les Nations Unies à assumer pleinement la responsabilité qui est la leur en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il s'agit, dans ce cadre, pour les Nations Unies d'apporter un soutien adéquat à l'AMISOM, tel que demandé à plusieurs reprises par le CPS, pour permettre à la Mission de s'acquitter plus efficacement de son mandat, et la mise en œuvre de la Feuille de route, ainsi que de fournir l'assistance humanitaire nécessaire aux populations affectées.

En ce qui concerne les efforts en cours pour régler les questions post-sécession entre le Soudan et le Soudan du Sud, le Groupe a lancé un appel pressant aux parties pour qu'elles fassent preuve du *leadership* et du sens des responsabilités attendus d'elles, afin de parvenir rapidement à un accord sur toutes les questions pendantes et de mettre intégralement en œuvre les engagements pris.

Le Groupe s'est pleinement associé au communiqué publié par le CPS lors de sa 302^{ème} réunion tenue le 30 novembre 2011, notamment en ce qui concerne : (i) l'impératif de la promotion et de la consolidation de la démocratie aussi bien au Soudan qu'au Soudan du Sud, afin de s'attaquer, de façon significative, au défi de la gouvernance dans des conditions de diversité; (ii) le règlement des questions pendantes dans la mise en œuvre de l'Accord de paix global (CPA), en particulier dans le Nil Bleu et le Kordofan méridional; (iii) l'adoption d'une approche holistique de la question de la paix, de la justice et de la réconciliation au Soudan; et (iv) un libre accès humanitaire aux populations dans le besoin. Le Groupe a exprimé sa profonde



appréciation pour le travail accompli par le Groupe de haut niveau. Il l'a encouragé à persévérer dans ses efforts, et l'a assuré de sa disponibilité à soutenir son travail par tous les moyens qu'il jugerait nécessaires. Il a également félicité le Président de la Commission pour la visite qu'il a récemment effectuée à Khartoum, afin de discuter de questions d'intérêt commun avec les autorités soudanaises.

Le Groupe s'est félicité de la décision prise par la CPS, lors de sa réunion du 20 octobre 2011, sur la nécessité de soutenir, par tous les moyens possibles, le processus de transition en cours en Libye, y compris à travers l'ouverture d'un Bureau de Liaison de l'UA. Le Groupe a pris note avec satisfaction de la formation d'un nouveau gouvernement en Libye et de l'engagement déclaré des autorités libyennes à promouvoir la réconciliation. Le Groupe a exprimé sa disponibilité à contribuer aux efforts en cours, y compris par une visite en Libye dès que possible.

Le Groupe a également eu un échange de vues sur les transitions en cours en Égypte et en Tunisie, à la lumière des visites qu'il a effectuées dans ces deux pays en avril et en mai 2011. Le Groupe a noté avec satisfaction les progrès réalisés dans les deux pays, en particulier avec l'organisation d'élections qui doivent ouvrir la voie à l'établissement de gouvernements démocratiquement élus et responsables. Le Groupe a appelé toutes les parties prenantes à persévérer dans leurs efforts, afin que les attentes suscitées par les soulèvements populaires tant en Tunisie qu'en Égypte soient réalisées.

Le Groupe s'est félicité des progrès réalisés en Côte d'Ivoire, depuis la prise de fonction du Président Alassane Dramane Ouattara. Le Groupe a encouragé la Commission à poursuivre les efforts engagés pour soutenir la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire, en particulier par le lancement d'une initiative africaine de solidarité, qui commencera par une conférence du même nom, pour mobiliser un appui au niveau du continent. Le Groupe a souligné le rôle crucial de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation mise en place par les autorités ivoiriennes, et a appelé tous les pays africains en mesure de le faire, ainsi que les partenaires internationaux, à soutenir pleinement le travail de la Commission, y compris par la mise à disposition d'une expertise et la fourniture de contributions financières. Le Groupe a exprimé sa disponibilité à se rendre en Côte d'Ivoire dès que possible, pour appuyer les efforts des autorités et autres acteurs ivoiriens.

Le Groupe a également procédé à un échange de vues sur son rapport thématique sur les femmes et les enfants dans les conflits armés. Le rapport sera soumis, en temps utile, aux organes compétents de l'UA pour examen et adoption. Le Groupe a également convenu de soumettre ses recommandations sur un Cadre africain sur la lutte contre l'impunité, la justice et la réconciliation nationale aux États membres, en tant que lignes directrices sur la base

desquelles ils pourront, à chaque fois que de besoin, formuler des réponses aux défis de la paix, de la justice et de la réconciliation.

La 11^{ème} réunion du Groupe des Sages a été précédée, les 5 et 6 décembre 2011, par un atelier sur le thème: «Renforcement de la gouvernance politique pour la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique», organisé avec le soutien du *African Leadership Centre* basé à Nairobi. L'atelier, auquel ont participé les membres du Groupe des Sages, d'éminentes personnalités africaines, dont les anciens Présidents Pierre Buyoya, Thabo Mbeki et Pedro Pires, des représentants des Communautés économiques régionales (CER), des organisations de la société civile et des cercles de réflexion, ainsi que des partenaires, a été ouvert par le Ministre tanzanien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Bernard Membe.

Cet atelier s'est tenu dans le cadre du suivi du communiqué de la 275^{ème} réunion du CPS, tenue à Addis Abéba, le 26 avril 2011, qui a demandé au Groupe de procéder à un examen exhaustif des mécanismes existants relatifs à la démocratisation et à la gouvernance en Afrique, afin de formuler des recommandations concrètes au CPS. La décision du CPS a été prise dans le contexte des soulèvements populaires en Afrique du Nord, qui, tel que souligné par les organes délibérants de l'UA, offrent une occasion unique d'approfondir les processus de démocratisation sur le continent.

Le Groupe a examiné les recommandations initiales de l'atelier, et a convenu d'approfondir sa réflexion à travers des consultations plus larges avec toutes les parties prenantes, y compris le Parlement panafricain, la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, les CER, des cercles de réflexion, des institutions académiques et des organisations de la société civile du continent. Dans l'intervalle, le Groupe a encouragé les organisations africaines de la société civile à contribuer activement à ce processus en suscitant des débats et discussions à la base, ainsi qu' en contribuant à la surveillance de l'application des instruments pertinents de l'UA sur la gouvernance et la démocratie, y compris l'élaboration d'un indice de conformité qui peut avantageusement tirer profit des technologies de l'information et de la communication, tel que recommandé par la deuxième Retraite de haut niveau de l'UA sur la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité, tenue au Caire, en Egypte, les 4 et 5 septembre 2011.

Enfin, le Groupe des Sages a exprimé sa très sincère appréciation et gratitude au Gouvernement et au peuple tanzaniens, ainsi qu'aux autorités de Zanzibar, pour leur accueil chaleureux et pour toutes les facilités mises à disposition pour la bonne tenue de l'atelier et de la 11^{ème} réunion du Groupe.

NOTE AUX RÉDACTEURS EN CHEF

À propos de la création du Groupe des Sages: Le Groupe des Sages de l'Union africaine (UA) a été établi en vertu de l'article 11 du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA. Le Groupe des Sages a pour mandat de venir en appui aux efforts du CPS et à ceux du Président de la Commission, en particulier dans le domaine de la prévention des conflits. À cet égard, et sur la base des Modalités de fonctionnement du Groupe des Sages, telles qu'adoptées par le CPS lors de sa 100^{ème} réunion tenue le 12 novembre 2007, le Groupe des Sages peut, entre autres, fournir des services consultatifs au CPS et/ou au Président de la Commission sur toutes les questions relevant de leurs compétences respectives, effectuer des missions d'établissement des faits en tant qu'instrument de prévention des conflits, encourager, le cas échéant, des parties à engager un dialogue politique et à adopter des mesures de promotion de la confiance. Le Groupe peut également se prononcer sur toutes questions liées à la promotion et au maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique.

À propos de la composition du Groupe des Sages: Lors de sa 10^{ème} session ordinaire tenue à Addis Abéba, les 29 et 30 janvier 2007, la Conférence de l'Union a nommé les personnalités suivantes comme membres du Groupe des Sages pour un mandat de trois ans: Ahmed Ben Bella, ancien Président de l'Algérie, représentant la région Nord; Miguel Trovoadá, ancien Président de Sao Tomé et Príncipe, représentant la région Centre; Salim Ahmed Salim, ancien Premier Ministre de la République unie de Tanzanie et Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), représentant la région Est; Brigalia Bam, ancienne Présidente de la Commission électorale indépendante d'Afrique du Sud, représentant la région Sud; et Elisabeth Pognon, ancienne Présidente de la Cour constitutionnelle du Bénin, représentant la région Ouest.

Étant donné que le mandat des premiers membres du Groupe des Sages a pris fin le 18 décembre 2010, la Conférence de l'Union, réunie à Kampala, en Ouganda, en juillet 2010, a nommé les personnalités suivantes comme membres de l'actuel Groupe des Sages: M. Ahmed Ben Bella; Dr Kenneth Kaunda, ancien Président de la Zambie, représentant la région Sud; Mme Marie-Madeleine Kalala-Ngoy, ancienne Ministre des Affaires humanitaires de la République démocratique du Congo, représentant Centre; Dr. Salim Ahmed Salim; et Dr. Mary Chinery-Hesse du Ghana, ancienne Sous-secrétaire général du BIT, représentant la région Ouest. Afin d'améliorer l'efficacité du Groupe, la Conférence a également mis en place une Équipe des Amis du Groupe des Sages comprenant: M. Miguel Trovoadá, Dr. Brigalia Bam et M^{me} Elisabeth Pognon.



À propos des activités du Groupe: Dans le cadre de ses activités, le Groupe maintient des consultations étroites avec le CPS et le Président de la Commission. Il a tenu plusieurs réunions tant avec le CPS que le Président de la Commission, afin d'échanger des vues sur les situations de conflit et de crise sur le continent et les efforts visant à les régler.

Le Groupe a également effectué des missions sur le terrain dans nombre de pays, y compris les pays préparant des élections, dans le cadre des efforts de prévention des conflits à travers l'approfondissement des processus démocratique. C'est dans ce cadre que le Groupe a effectué une mission en RDC, en octobre et novembre 2011, avant les élections présidentielles et législatives du 28 novembre 2011. Au début de l'année en cours, le Groupe s'est rendu en Tunisie et en Égypte, dans le cadre du soutien de l'UA aux processus de transition dans ces deux pays.

Le Groupe a également entrepris un certain nombre de réflexions thématiques sur des questions présentant un intérêt pour la prévention des conflits et/ou la consolidation de la paix. C'est dans ce cadre que le Groupe a initié des réflexions thématiques sur: (i) les conflits et les différends liés aux élections, (ii) la lutte contre l'impunité, la justice et la réconciliation nationale, (iii) les femmes et les enfants dans les conflits armés, et (iv) la démocratisation et la gouvernance.

La décision de réfléchir sur les conflits et les différends liés aux élections a été prise à la suite de la crise postélectorale survenue au Kenya en décembre 2007. S'il est vrai que les élections sont la marque distinctive de la démocratie représentative, elles sont également des processus concurrentiels qui peuvent générer des tensions qui, si elles ne sont gérées de manière constructive, peuvent éventuellement déstabiliser les États et déchirer le tissu social. Le rapport du Groupe des Sages et ses recommandations ont été adoptés en juillet 2009, par la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'UA.

La décision d'initier une réflexion thématique sur le problème de la lutte contre l'impunité et de sa relation à la vérité, à la justice et à la réconciliation en Afrique a été prise lors de la 4^{ème} réunion du Groupe des Sages, tenue à Nairobi, en novembre 2008. Elle a été motivée par la résurgence du débat sur ce sujet et la nécessité de traiter les différentes questions qui en résultent de manière globale et solidaire.

Le choix du thème sur les femmes et les enfants dans les conflits armés était basé sur les preuves empiriques accumulées au fil des décennies qui confirment que les femmes et les enfants sont les groupes qui souffrent le plus, à chaque fois qu'il y a une rupture de l'ordre social et de l'État de droit, ainsi qu'une montée de la violence.



La décision de consacrer une réflexion thématique sur les conséquences des soulèvements populaires en Afrique du Nord pour les processus démocratiques en Afrique vient en réponse à la demande formulée par la 275^{ème} réunion du CPS, tenue à Addis Abéba, le 26 avril 2011. Dans la Déclaration adoptée à cette occasion, la CPS a exprimé sa conviction que les soulèvements en Afrique du Nord constituent opportunité pour les États membres de renouveler leur engagement en faveur de l'agenda de l'UA sur la démocratie et la gouvernance, insuffler un nouvel élan aux efforts déployés à cet égard et mettre en œuvre les réformes politiques et socio-économiques qu'appelle chaque situation nationale particulière. Il a demandé au Groupe des Sages de l'UA de procéder à un examen exhaustif, y compris l'organisation rapide d'un atelier réunissant les parties prenantes concernées, des mécanismes existants relatifs à la démocratisation et à la gouvernance en Afrique, et de lui soumettre des recommandations. Le Sommet extraordinaire des chefs d'État et de Gouvernement de l'UA, tenue à Addis Abéba, le 26 mai 2011, s'est félicité de cette requête.

À propos de la coopération avec les organismes africains similaires: Le Groupe des Sages travaille en étroite collaboration avec les Communautés économiques régionales (CER). À cet égard, le Groupe coordonne ses initiatives et a entrepris des activités conjointes avec le Comité des Sages du COMESA, le Conseil des Sages de la CEDEAO, ainsi qu'avec les secrétariats de l'IGAD, de la SADC et de la CIRGL. Des missions conjointes ont été effectuées en Egypte avec le COMESA, et en RDC avec le COMESA, la CEEAC, la CIRGL et la SADC.